



1.2.3.4.5.Ô:

Circulez y'a rien à voir !

Le gouvernement nous a déjà expliqué que le démantèlement du code du travail étendait les garanties des salariés, que la suppression de l'ISF s'inscrivait dans une politique de justice sociale, que la loi sur les fake news garantissait le droit d'informer. Maintenant, le Ministère de l'Intérieur place sa nouvelle doctrine de maintien de l'ordre sous le signe de la défense des libertés. Sans rire !

Les journalistes ne pourront plus rester dans une manifestation après un ordre de dispersion. Ce qui veut dire que hors des rangs de la police, point de salut. Merci de vouloir protéger notre intégrité physique ; pour mémoire, 12 journalistes ont été grièvement blessés au cours des 6 premiers mois de manifestations de Gilets Jaunes (source RSF).

Le SNJ-CGT considère au contraire ce "Schéma national de maintien de l'ordre" (SNMO) comme une atteinte à la liberté de la presse et une nouvelle mesure liberticide. Les journalistes risquent désormais d'être conduits au poste de police s'ils restent pendant une charge de CRS. Ils ne pourront plus couvrir les faits de violence, d'où qu'elle vienne.

Cette mesure ne protège pas les journalistes. Elle les met au contraire en porte-à-faux par rapport aux images de réseaux sociaux qui circuleront inévitablement sur internet, et décrédibilisera un peu plus la profession.

Nous ne demandons pas à être tenus à l'écart des manifestations en cas d'affrontements, mais à pouvoir exercer notre métier sans craindre des violences, policières notamment.

Le SNJ-CGT demande également à la direction de FTV de prendre position sur cette restriction au droit d'informer. Si l'entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés et doit fournir les équipements ainsi que le personnel nécessaires à leur protection pendant les manifestations, elle devra au minimum garantir qu'un journaliste ne sera pas sanctionné s'il n'obtempère pas à un ordre de dispersion.

Il y a 70 ans, George Orwell décrivait un pouvoir qui détruisait le langage par des slogans comme "La liberté, c'est l'esclavage", "La guerre, c'est la paix".

Une manifestation sans journalistes pour témoigner, ce n'est plus un pays libre, Monsieur Darmanin.